


# AMO POUR LE PROJET DE RECONSTRUCTION DU BARRAGE DE VILLENEUVE SAINT GERMAIN

Mission n°2 : Complément d'études préliminaires

Note de cadrage réglementaire



A – Août 2023

	BRL ingénierie 1105 Av Pierre Mendès-France BP 94001 30001 NIMES CEDEX 5
---	--

Date du document	24/08/2023
Contact	Julien Vanwarreghem

Titre du document	AMO pour le projet de reconstruction du barrage de Villeneuve-Saint-Germain – Mission n°2 : Complément d'études préliminaires – Note de cadrage réglementaire
Référence du document :	A01170_Villeneuve-Saint-Germain_pre_cadrage_IndA_v1.docx
Indice :	1

Date émission	Indice	Observation	Dressé par	Vérifié et Validé par
24/08/2023	A	Première émission du document	LAM	SPR

# AMO POUR LE DIAGNOSTIC ET LA PROGRAMMATION DES TRAVAUX DU BARRAGE D'EPINEAU

## Note de pré-cadrage réglementaire

<b>PRÉAMBULE .....</b>	<b>1</b>
<b>1 ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX.....</b>	<b>2</b>
1.1 MILIEUX AQUATIQUES .....	2
1.1.1 Classement du cours d'eau .....	2
1.1.2 Zones humides.....	2
1.2 BIODIVERSITE .....	4
1.2.1 Périmètres environnementaux .....	4
1.2.2 Habitats, faune, flore .....	6
1.3 ENJEUX HUMAINS .....	7
1.4 RISQUES .....	8
1.5 URBANISME .....	10
1.6 CAPTAGES AEP.....	11
1.7 PAYSAGE.....	12
1.8 PATRIMOINE .....	12
<b>2 ENJEUX RÉGLEMENTAIRES .....</b>	<b>14</b>
2.1 PROCEDURES LIEES AU CODE DE L'ENVIRONNEMENT .....	14
2.1.1 Autorisation environnementale .....	14
2.1.1.1 Nomenclature IOTA .....	14
2.1.1.2 Nomenclature ICPE.....	16
2.1.1.3 Autres dossiers en lien avec l'autorisation environnementale .....	18
2.1.2 Evaluation environnementale .....	19
2.1.3 Classement de l'Aisne.....	24
2.1.3.1 Continuité écologique .....	24
2.1.3.2 Classement des cours d'eau.....	24
2.1.4 Déclaration d'Intérêt Général (DIG).....	25
2.2 PROCEDURES LIEES AU CODE DU PATRIMOINE .....	25
2.3 PROCEDURES LIEES AU CODE DE L'URBANISME .....	26
2.3.1 Permis d'aménager.....	26
2.3.2 Déclaration d'Utilité Publique (DUP) .....	26
<b>3 ETAPES DU PARCOURS RÉGLEMENTAIRE DU PROJET .....</b>	<b>27</b>

# PREAMBULE

La Direction Territoriale du Bassin de la Seine (DTBS) des Voies Navigables de France souhaite reprendre le processus de décision sur les orientations du programme de reconstruction du barrage de Villeneuve Saint Germain, qui est à ce jour dans un état vieillissant.

En tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage, BRL Ingénierie doit aider la DTBS en apportant un contrôle externe sur les études préliminaires réalisées en 2014 par Artelia, et en produisant le programme de l'opération qui servira au recrutement du prochain maître d'œuvre.

L'assistance portera sur 3 missions :

- Mission 1 : Appropriation des études préliminaires et contrôle externe des études
- Mission 2 : Complément des études préliminaires
- Mission 3 : Rédaction du programme de l'opération

La présente note de cadrage réglementaire s'inscrit dans la **mission 2**. Elle a pour objet de présenter les enjeux du projet et les principaux risques liés à l'opération.

Dans ce contexte, la présente note expose successivement :

- Une brève synthèse du contexte environnemental général de la zone de projet ;
- Une description des réglementations applicables en vue d'obtenir l'autorisation du projet ;
- Ainsi qu'une proposition de calendrier possible.

# 1 ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

## 1.1 MILIEUX AQUATIQUES

### 1.1.1 Classement du cours d'eau

L'arrêté du 4 décembre 2012 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement définit que l'Aisne de sa source à la confluence avec l'Oise est classée en **liste 1 et liste 2**.

Le classement en Liste 1 vise à **préserver** certains cours d'eau ou parties de cours d'eau de toute nouvelle atteinte à la **continuité écologique**. Il impose qu'« aucune autorisation ou concession ne [puisse] être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique ».

Le classement en liste 2 vise à **assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs**. Tout ouvrage doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant au plus tard dans les 5 ans après publication de la liste.

Les espèces visées par l'obligation de restituer la continuité piscicole sont les suivantes : anguille, brochet, chabot, hotu, lamproie de Planer, lotte, truite fario et vandoise.

Ce classement est pris en compte dans la reconstruction de l'ouvrage, avec la mise en place d'une passe à poissons. Par ailleurs, les incidences du projet sur le cours d'eau et les habitats aquatiques seront détaillées dans les différentes demandes d'autorisation ou les déclarations, et assorties de mesures d'évitement et réduction pour répondre aux objectifs de préservation.

Le barrage de Villeneuve-St Germain et son écluse sont donc concernés par les classements liste 1 et 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement.

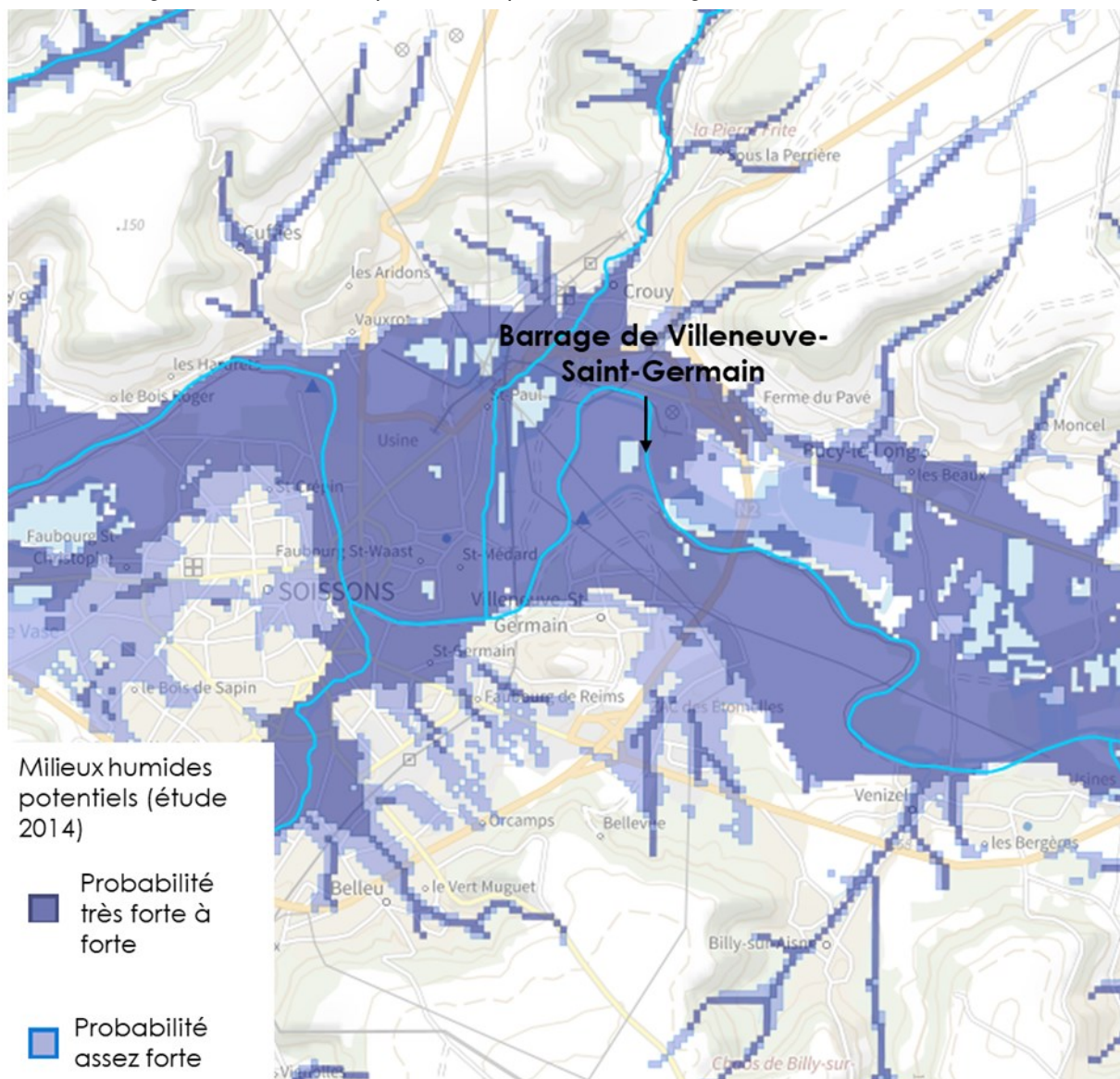
En conséquence, les travaux envisagés sur le barrage de Villeneuve-Saint-Germain devront être conformes aux dispositions ci-dessus et prévoir les aménagements adéquats.

### 1.1.2 Zones humides

Sur les berges aux alentours du barrage de Villeneuve-Saint-Germain, la probabilité de présence de zones humides est très forte à forte (*SDAGE Seine-Normandie, 2022-2027*). À ce titre les travaux sur berges et la création d'une passe à poissons seront impactés par la réglementation au titre de la « Loi sur l'eau ».

La réalisation d'installations, d'ouvrages de travaux ou d'activités (IOTA), qui peuvent avoir un effet sur la ressource en eau ou les écosystèmes aquatiques, (nomenclature « eau et milieux aquatiques » – Article R. 214-1 du code de l'environnement) sont soumises à autorisation ou déclaration administrative préalable, permettant ainsi aux préfets de réguler les interventions en zone humide.

Figure 1 : Zones humides potentielles à proximité du barrage de Villeneuve-Saint-Germain



Source : SDAGE Seine-Normandie 2022 – 2027

La présence potentielle de zones humides est identifiée à proximité de la zone d'étude. Le choix, des zones d'installations de chantier et des accès devra prendre en compte les enjeux associés à ces zones afin de limiter au maximum les impacts sur le milieu naturel et la biodiversité.

Nous recommandons préalablement à la rédaction des dossiers réglementaires et conjointement à la définition du projet, que soient réalisés des relevés de vérité terrain afin de délimiter les éventuelles zones humides voire d'identifier les zones de moindre impact, appropriées pour l'accueil du chantier et ses éléments connexes.



## 1.2 BIODIVERSITE

### 1.2.1 Périmètres environnementaux

L'analyse des bases de données recensées sur le site Géoportail (<https://www.geoportail.gouv.fr>, consulté en juillet 2023) permet de remarquer l'absence de site Natura 2000 à moins de 15 km du site d'étude.

Les sites les plus proches, sont les « Forêts picardes : massif de Saint-Gobain » (FR2212002, 15 km au nord) et les « Collines du Laonnois oriental » (FR2200395, env. 17 km à l'ouest). Les inventaires réalisés sur ces sites ne nous permettent donc pas d'obtenir des informations pertinentes sur les espèces potentiellement présentes au droit du site d'étude du barrage de Saint-Germain.

En revanche, dans un rayon de 5 km, on note l'existence de 7 Zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique (ZNIEFF - elles sont reportées sur la carte ci-dessous) :

- Type 1 :
  - Ravins, côtes et ru de Billy-sur-Aisne (220220008) ;
  - Pelouse de Beauregard à Belleu (220120025) ;
  - Mont de Pasly (220013408) ;
  - Coteau de la pierre frite à la perrière (220013398) ;
  - Cours de la crise et de ses affluents (220120024) ;
  - Ru du moulin de Vaurezis et ru de Fouquerolles (220120031) ;
- Type 2 :
  - Vallée de la crise (220120028)

Les emprises du projet sont situées à proximité de plusieurs ZNIEFF, mettant en évidence la sensibilité écologique du secteur

D'autre espace d'inventaire ou de protection ont été recensés, dans un rayon de 5 km :

- inventaire national du patrimoine géologique (INPG) :
  - Sédimentation éocène du "Chemin-des-Dames" (PIC0001) ;
  - Le gîte fossilifère du Sparnacien du collège Saint-Paul à Soissons (PIC0016) ;
- arrêté de protection Biotope :
  - Pelouses calcaires de la Pierre Frite (FR3800884).

Les cartes suivantes localisent les sites d'inventaires et de protection cités précédemment.

Figure 2 : Zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique à proximité du site d'étude

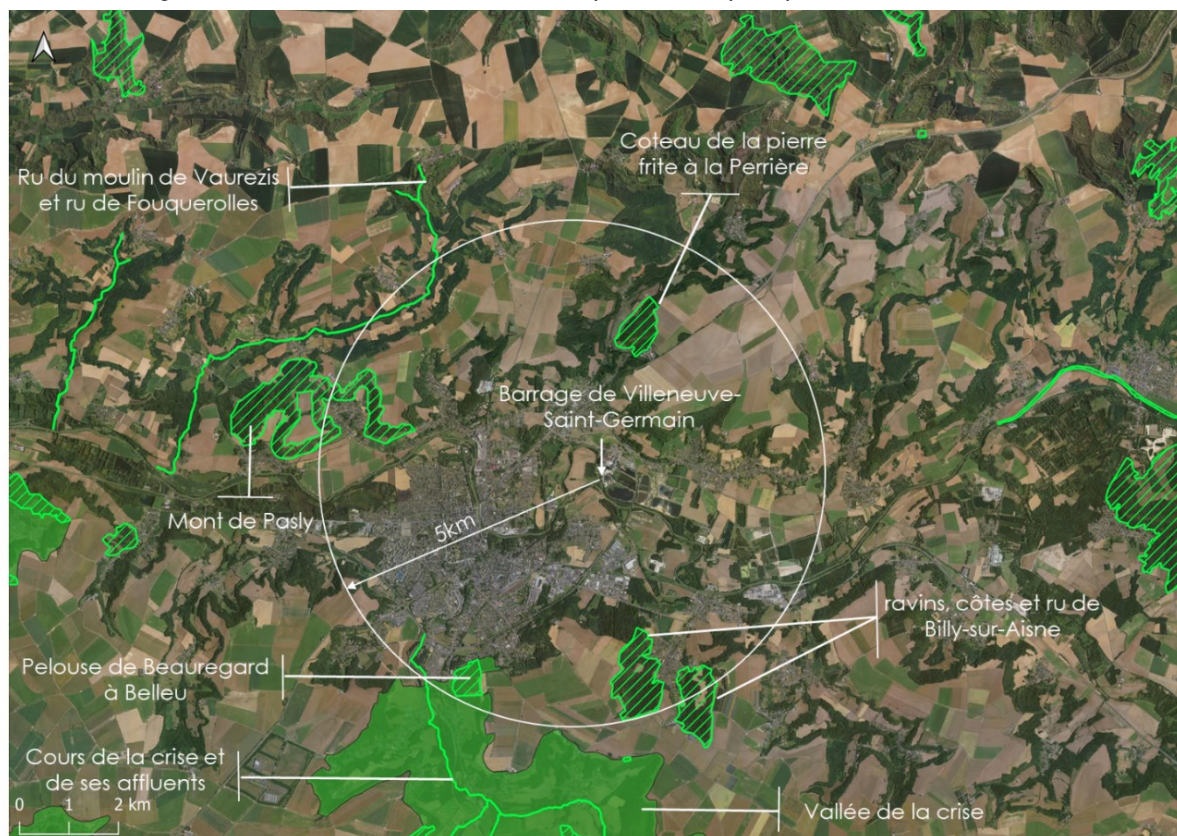


Figure 3 : Autres périmètres d'inventaire et de protection au droit du barrage de Villeneuve-Saint-Germain





## 1.2.2 Habitats, faune, flore

L'analyse rapide des formulaires standards de données (FSD) des ZNIEFF montre la présence sur ces sites de plusieurs espèces réglementées de faune et de flore : Caloptéryx vierge, Cordulie bronzée, Chabot commun, Truite commune, Grand Murin, Orchis homme-pendu, *etc.*

En 2014, un diagnostic environnemental a été réalisé par ERC Environnement et VNF, au droit du barrage de Villeneuve-Saint-Germain. Le diagnostic conclut que lors des inventaires floristiques, aucun habitat ni aucune espèce végétale rares protégés ou menacés n'ont été recensés. Le site était dominé par différents milieux caractéristiques des écotones fluviaux.

Il a ainsi été observé une végétation aquatique typique des rivières eutrophes au sein du cours d'eau ainsi qu'une végétation rivulaire composée d'ourlets humides et de galeries de Saules blancs, d'Aulnes glutineux ou de Frênes commun. En retrait des rives des habitats plus anthropisés ont été recensés tels que la peupleraie en rive gauche au Sud du site d'étude ou la prairie humide rudéralisée en rive droite. Enfin des espaces en friche ont été observés, sur la rive droite, en bordure du site industrialisé.

Le diagnostic environnemental de 2014 a aussi conclu sur la présence de faune. Aucune espèce de mammifère, d'amphibien, d'insecte ou de reptile rares, menacés, patrimoniaux ou protégés n'ont été recensées parmi les individus observés.

Concernant l'avifaune, 16 espèces d'oiseaux protégées en France ont été observées. Parmi ces espèces, le Martin pêcheur d'Europe et la Sterne pierregarin étaient présents. Au niveau régional, le statut de la Sterne pierregarin est qualifié de quasi-menacé.

Parmi les poissons qui étaient potentiellement présents sur le site d'étude, la Bouvière, le Chabot et la Loche de rivière sont des espèces d'intérêt communautaire protégées à l'échelle européenne. Deux zones à l'amont et plus en aval du barrage étaient identifiées comme présentant des caractéristiques intéressantes (herbiers, profondeur, vitesse de courant) pour la reproduction des cyprinidés (Carpe, Gardon, Brème). Une zone plus à l'aval du barrage présentait également une profondeur et un substrat graveleux intéressants pour la reproduction des percidés (Sandre, Perche).

Le diagnostic réalisé en 2014 concluait sur la présence milieux caractéristiques des écotones fluviaux. Plusieurs espèces protégées ont été identifiées sur site, notamment au niveau de l'avifaune.

Préalablement à l'élaboration des dossiers de demandes d'autorisation, des inventaires naturalistes devront être réalisés afin d'actualiser les données, qui en l'état apparaissent insuffisantes pour supporter un dossier réglementaire robuste.

Ces investigations devront concerner les habitats, la faune, la flore, ainsi que l'ensemble des milieux en présence : cours d'eau, zones humides (déjà évoqué plus haut), forêts, *etc.*

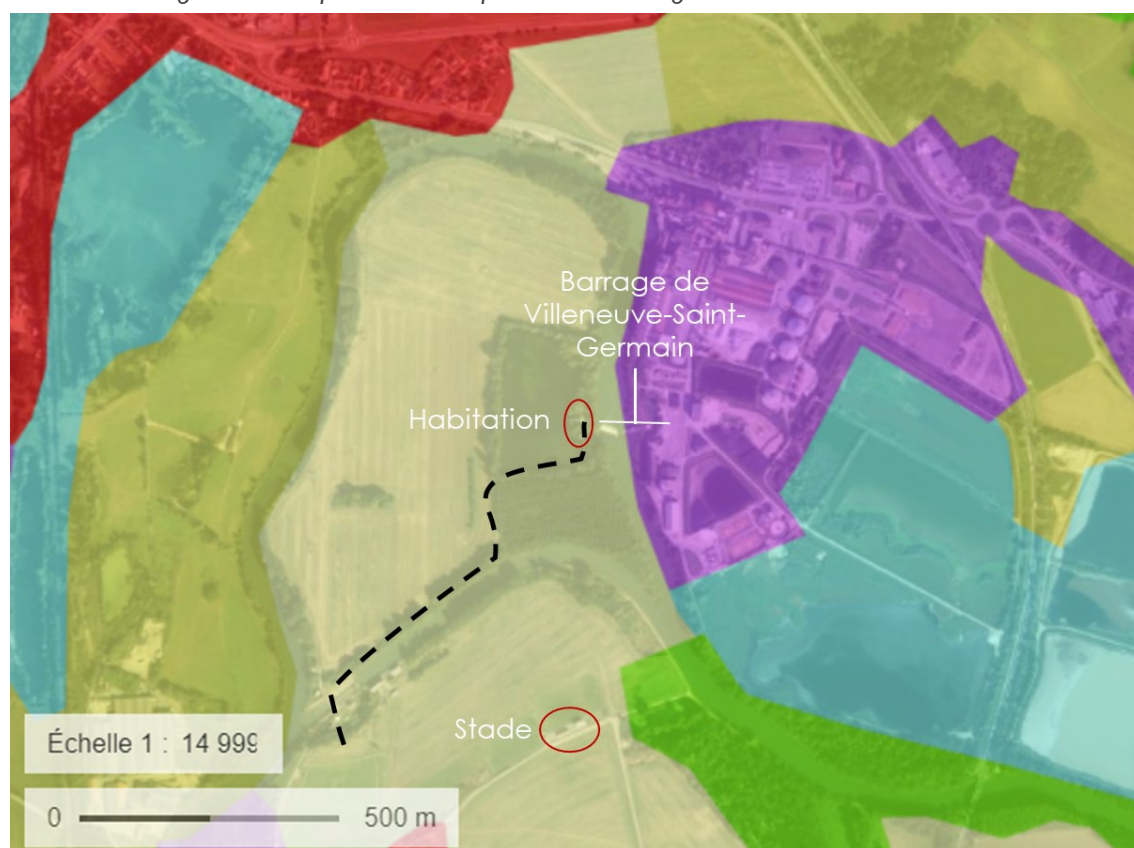
## 1.3 ENJEUX HUMAINS

L'analyse de la carte d'occupation du sol montre la présence d'une habitation à proximité immédiate du barrage de Villeneuve-Saint-Germain, en rive gauche. Cette habitation est uniquement accessible en rive gauche en passant par l'écluse n°1 de Villeneuve Saint Germain, puis par le Fond du Ham (pointillés noirs sur la Figure 4). D'après les observations terrain, cet accès ne semble pas adapté pour accueillir les engins de chantier. Aucune interférence n'est donc à attendre du point de vue de l'accès riverain en rive gauche.

Au nord-est, le bourg de Crouy (en figuré surfacique rouge sur la Figure 4) et ses premières habitations se trouvent à environ 700 m. De même, au sud du barrage, le stade de Villeneuve-Saint-Germain se situe à environ 500 m.

Une attention particulière devra certainement être portée sur les impacts sonores des travaux pour réduire les désagréments des riverains.

Figure 4 : Occupation du sol à proximité du barrage de Villeneuve-Saint-Germain



Source : Geoportail, 2023

A proximité immédiate du barrage en rive droite (en violet sur la Figure 3), la zone industrielle *Tereos Sucre France Bucy* est identifiée. Outre l'écluse située au sud, il ne semble pas exister d'activité professionnelle particulièrement inféodée au barrage de Villeneuve-Saint-Germain.

En rive gauche, les terrains correspondent à des terres arables hors périmètres d'irrigation (en jaune sur la Figure 4).

Sur le reste du territoire, les terrains sont plutôt naturels (plans d'eau, forêt de feuillus).

Selon certains scénarios, l'accès à la zone de travaux pourrait être réalisé en rive gauche. Une attention particulière devra être portée sur ce point, tant au titre du Code de l'environnement (impact sur la ripisylve et les espèces associées) qu'au titre du Code de l'urbanisme (suivant les prescriptions édictées par le PLU).

Une attention particulière devra être portée, notamment concernant le bruit, considérant la présence d'une habitation à moins de 100 m du barrage et de la zone de travaux.

## 1.4 RISQUES

L'analyse des bases de données recensées sur le site Géorisques ([www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr), consulté en juillet 2023) permet de remarquer plusieurs risques sur les communes de Villeneuve Saint Germain, en rive gauche du barrage, et de Bucy-le Long, en rive droite du barrage.

Les informations sont recensées dans le tableau suivant.

Tableau 1 : Risques présents sur les communes de Villeneuve-Saint-Germain et Bucy-le-Long

TYPLOGIQUE DE RISQUE	VILLENEUVE-SAINT-GERMAIN	BUCY-LE-LONG
Inondation	Risque existant	Risque existant
Retrait gonflement des argiles	Risque important	Risque important
Radon	Risque faible	Risque faible
Installations industrielles classées (ICPE)	<p>Risque important - 12 sites identifiés sur la commune dont les plus proches du barrage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- FOCAST PICARDIE SAS (~1,2 km) : non Seveso</li> <li>- AZURITE IMMOBILIER (~1,6 km) : Non Seveso ;</li> <li>- Valor'Aisne - Syndicat départemental de traitement des déchets ménagers de l'Aisne (~1,8 km) : Non Seveso ;</li> <li>- <b>KUEHNE+NAGEL (~1,9 km) : Seveso Seuil Haut</b></li> </ul>	<p>Risque existant - 4 sites identifiés sur la commune, dont les plus proches du barrage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>TEREOS France (accolé au barrage) Non Seveso ;</b></li> </ul>
Pollution des sols	Risque existant	Risque existant

Source : [georisques.gouv.fr](http://georisques.gouv.fr)

Les deux communes sont concernées par le Plan de Prévention des Risques Inondations et Coulées de boue de la Vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt sur différents secteurs :

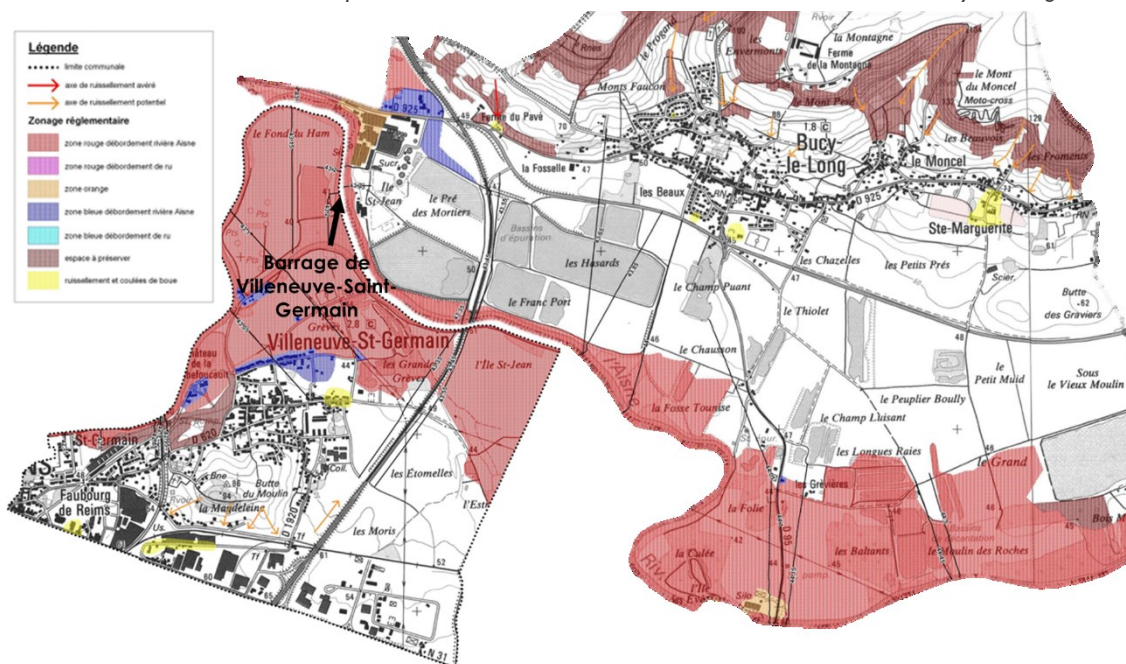
- Secteur Aisne aval entre Montigny-Lengrain et Sermoise, approuvé le 24/04/2008, pour Villeneuve-Saint-Germain ;
- Secteur Aisne médiane entre Bucy-le-long et Révillon, approuvé le 21/07/2008, pour Bucy.

Le barrage de Villeneuve-Saint-Germain est localisé **en zone rouge, débordement de la rivière de l'Aisne**, sur les PPR de chaque commune. La zone rouge inclut :

- Les zones les plus exposées, où les inondations sont redoutables en raison de l'urbanisation et de l'intensité de leurs paramètres physiques ;
- Les zones d'expansion des crues, quelle que soit la hauteur d'eau ;
- Les zones de remontées de nappe phréatique.

Le barrage de Villeneuve-Saint-Germain a pour objectif de maintenir une ligne d'eau suffisante au fonctionnement de l'écluse située à l'aval du barrage. Ainsi, le barrage est une installation nécessaire au fonctionnement d'infrastructure de transport.

Figure 5 : Plan de Prévention des Risques sur les communes de Villeneuve-saint-Germain et de Bucy-le-Long



Les communes de Villeneuve-Saint-Germain et Bucy-le-Long sont concernées par plusieurs risques naturels et industriels.

Une attention particulière devra être portée à la proximité des travaux aux installations industrielles classées, notamment à l'usine TEREOS France, située à proximité immédiate du barrage.

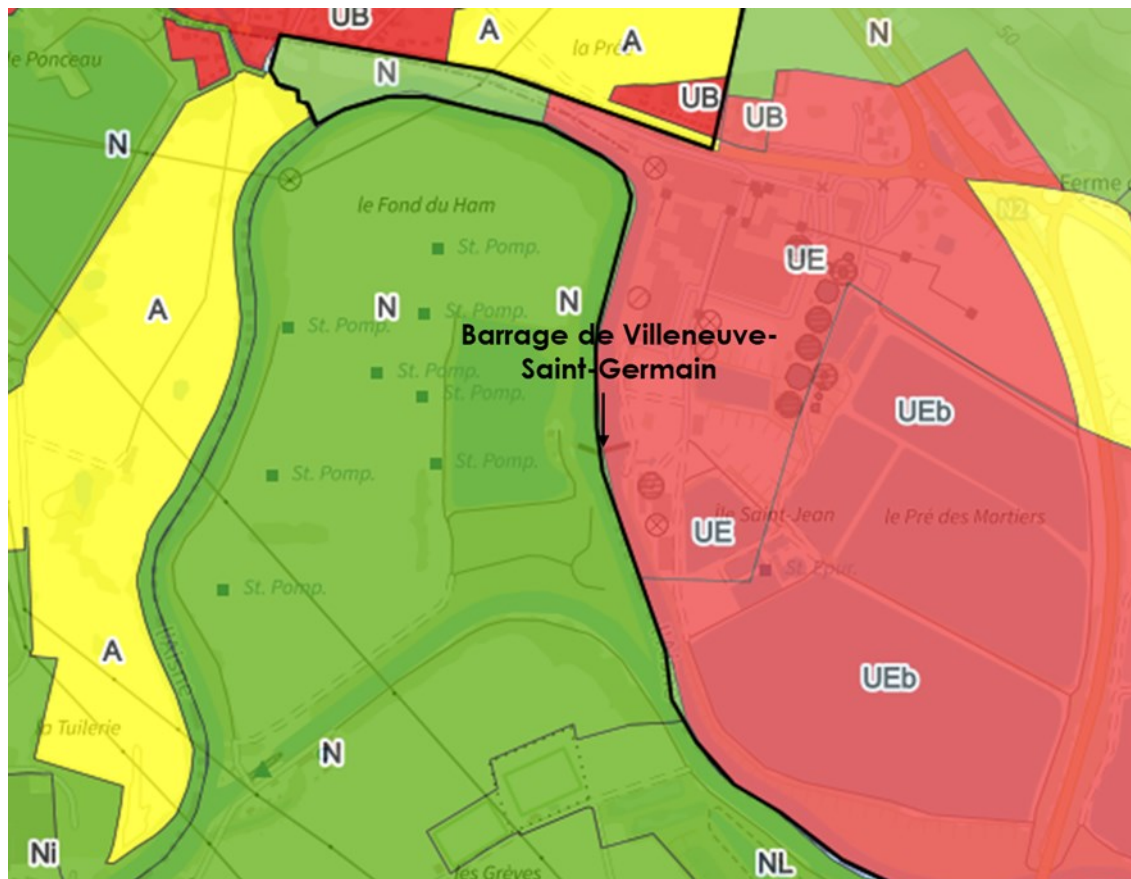
En première analyse, les aménagements envisagés sur le barrage semblent compatibles avec le PPR de la Vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt. Il conviendra de s'assurer de la compatibilité du projet et des modalités de travaux (installation de chantier, ...) lorsqu'elles seront définies, avec le règlement du PPR.



## 1.5 URBANISME

L'analyse des bases de données recensées sur le site géoportail de l'urbanisme ([www.geoportail-urbanisme.gouv.fr](http://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr), consulté en juillet 2023) permet de remarquer que le barrage se situe en secteur naturel et forestier « N » au droit de la commune de Villeneuve-Saint-Germain, et en secteur UE, au droit de la commune de Bucy-le-Long.

Figure 6 : Zonages des PLU au droit du barrage de Villeneuve-Saint-Germain



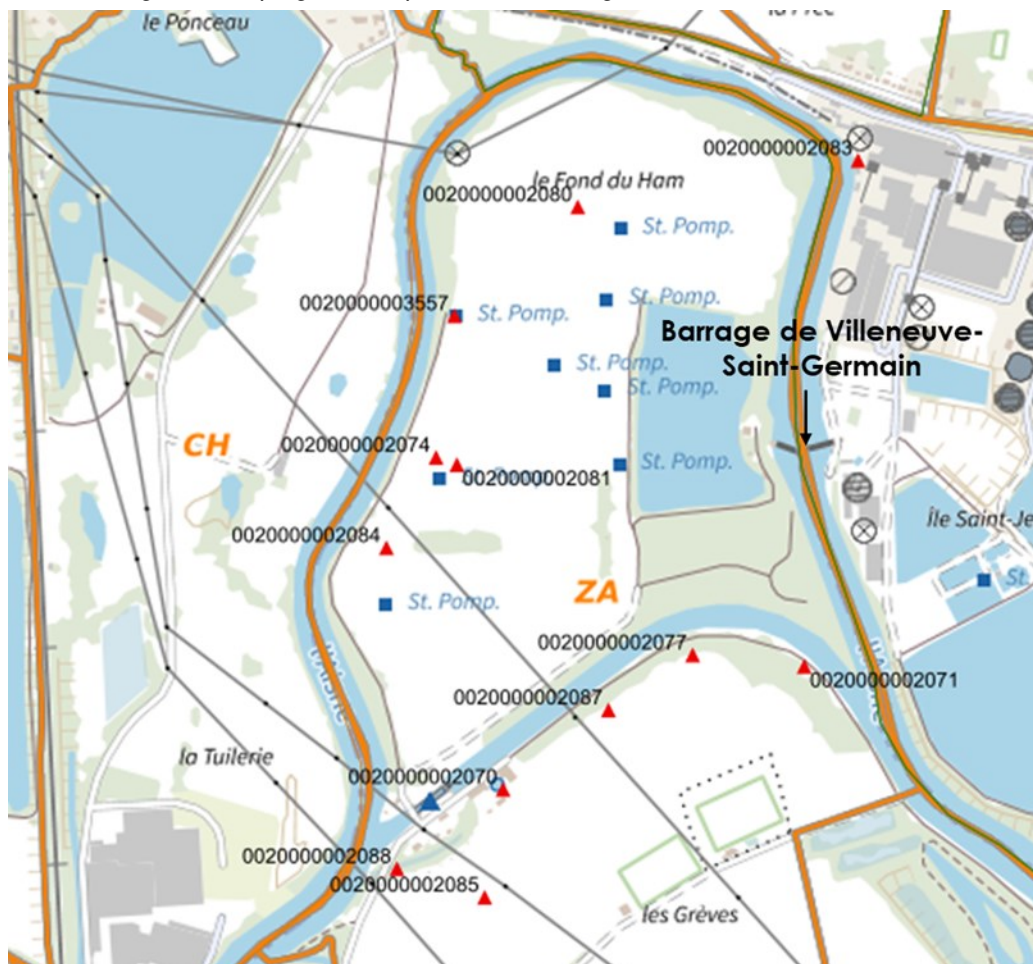
Source : geoportail-urbanisme

La compatibilité du projet avec les prescriptions associées au règlement de ces zonages devra être vérifiée en fonction des modalités d'intervention.

## 1.6 CAPTAGES AEP

La présence de captages à proximité du barrage de Villeneuve-Saint-Germain a été interrogée sur la base de données Cart'Eaux (<https://carteaux.atlasante.fr/>, consulté en juillet 2023). Dans un rayon de 600m autour du barrage, 12 captages ont été identifiés (Figure 7, triangles rouges). Ils correspondent tous à des captages souterrains utilisés pour l'adduction collective publique.

Figure 7 : Captages AEP à proximité du barrage de Villeneuve-Saint-Germain



Source : Cart'Eaux

La mise en œuvre des différents aménagements du projet devra être compatible avec les dispositions associées avec ces captages.

## 1.7 PAYSAGE

La rive gauche de l'Aisne au droit du barrage est plantée d'arbre. Les vues depuis la rive gauche sur le site d'étude sont donc très limitées, sauf au niveau de l'habitation implantée à proximité immédiate du barrage.

En revanche en rive droite, le paysage est déjà largement anthropisé, en raison de l'implantation de l'industrie TEREOS France. Les vues sont multiples depuis la zone industrielle. Toutefois, la topographie largement plane de la zone fait que le moindre obstacle obstrue le champ de vision et réduit les vues sur la zone de projet.

L'insertion paysagère du projet paraît aisée compte tenu de son positionnement dans le lit mineur du cours d'eau. En revanche l'impact en phase chantier ne pourra pas être négligé.

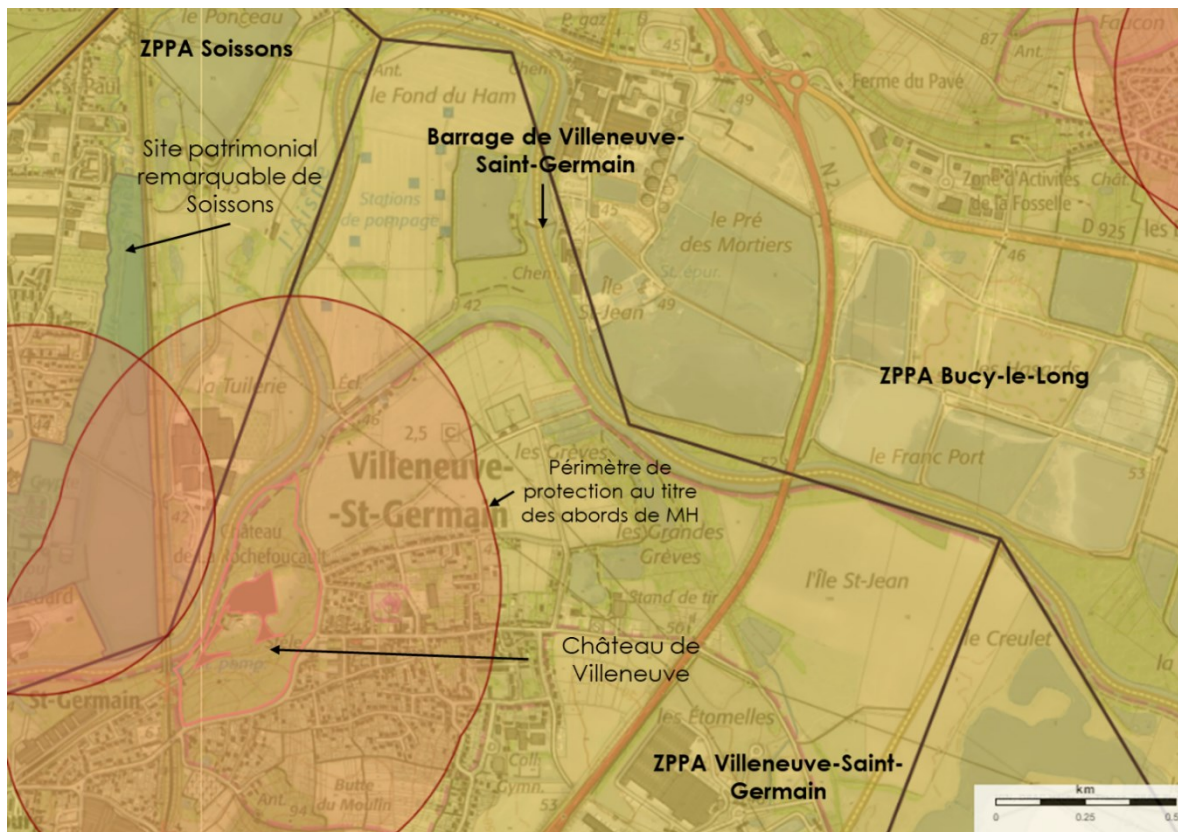
## 1.8 PATRIMOINE

Les données ci-dessous ont été tirées de l'atlas des patrimoines, disponible sur <http://atlas.patrimoines.culture.fr> (consulté en juillet 2023).

Comme le révèle la carte ci-dessous, le site d'étude n'est que très peu concerné directement par les enjeux patrimoniaux et archéologiques.

A environ 1,3 km au sud-ouest se trouve le château de Villeneuve, inscrit au titre des monuments historiques (IJ1WAR). Son rayon de protection, également protégé au titre des abords de monuments historiques s'arrête à environ 500 m de la zone de projet. En conséquence, aucune demande d'autorisation *ad hoc* ne paraît nécessaire. De même, le site patrimonial remarquable de Soissons est situé à environ 800m du barrage.

Figure 8 : Extrait de l'atlas du patrimoine à proximité du barrage de Villeneuve-Saint-Germain



Source : <http://atlas.patrimoines.culture.fr/>

En revanche, le site est implanté au sein des zones de présomption de prescription archéologique (ZPPA) de Villeneuve-Saint-Germain. Une attention particulière devra être portée à ce sujet lors des échanges avec les services de l'Etat.

Au besoin, le maître d'ouvrage pourra demander au Préfet une évaluation anticipée des potentielles prescriptions archéologiques applicables au projet.



## 2 ENJEUX REGLEMENTAIRES

### 2.1 PROCEDURES LIEES AU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

#### 2.1.1 Autorisation environnementale

##### 2.1.1.1 Nomenclature IOTA

Le projet, en raison de ses impacts potentiels sur l'eau et les milieux aquatiques, est susceptible de relever de l'article L.214-3 du code de l'environnement concernant les installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis aux régimes d'autorisation ou de déclaration.

Le tableau suivant présente l'analyse des rubriques de la nomenclature Loi sur l'eau (article R.214-1 du code de l'environnement) vis-à-vis des caractéristiques du projet connues à ce jour.

Tableau 2 : Rubriques définies à l'article R214-1 du code de l'environnement au titre de la loi sur l'eau et lien avec le projet

RUBRIQUE	DESCRIPTION	TYPE DE PROCEDURE
<b>TITRE I : PRELEVEMENTS</b>		
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau,...]: 1) D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m <sup>3</sup> / heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau ( <b>A</b> ) ; 2) D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m <sup>3</sup> / heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau ( <b>D</b> ).	Lors des travaux, il sera a priori nécessaire de mettre à sec au moins une partie du chantier. Un pompage sera nécessaire, dont la capacité sera déterminée ultérieurement. → Autorisation ou déclaration
1.2.2.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement ou un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié, d'une réalimentation artificielle. Toutefois, en ce qui concerne la Seine, la Loire, la Marne et l'Yonne, il n'y a lieu à autorisation que lorsque la capacité du prélèvement est supérieure à 80 m <sup>3</sup> / h ( <b>A</b> )	Lors des travaux, il sera a priori nécessaire de mettre à sec au moins une partie du chantier. Un pompage sera nécessaire, dont la capacité sera déterminée ultérieurement. → Autorisation ou non
<b>TITRE II : REJETS</b>		
2.2.3.0	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets réglementés au titre des autres rubriques de la présente nomenclature ou de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9, le flux total de pollution, le cas échéant avant traitement, étant supérieur ou égal au niveau de référence R1 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent ( <b>D</b> ).	En phase travaux, un risque de remise en suspension de fines dans l'Aisne est possible (mise en place et dépose de batardeau, démolition,...). → Déclaration
<b>TITRE III : IMPACTS SUR LE MILIEU AQUATIQUE OU SUR LA SECURITE PUBLIQUE</b>		

RUBRIQUE	DESCRIPTION	TYPE DE PROCEDURE
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1) Un obstacle à l'écoulement des crues <b>(A)</b> 2) Un obstacle à la continuité écologique a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation <b>(A)</b> ; b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation <b>(D)</b> .	Le projet correspond à une reconstruction d'un barrage et d'une construction d'une passe à poisson → <b>Autorisation</b>
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1) Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m <b>(A)</b> ; 2) Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m <b>(D)</b>	En fonction des aménagements prévus, les travaux sont susceptibles de modifier les profils en long et en travers du cours d'eau (démolition, reconstruction, reprofilage, recalibrage, consolidation des berges, passe à poissons...). → Autorisation ou déclaration en fonction des linéaires
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1) Supérieure ou égale à 100 m <b>(A)</b> ; 2) Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m <b>(D)</b> .	<i>En phase travaux, aucun ouvrage n'est envisagé sur la surface de l'eau.</i> → <i>A priori non concerné</i>
3.1.40	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1) Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m <b>(A)</b> ; 2) Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m <b>(D)</b>	Selon les modalités de réalisation des travaux, ils nécessiteront potentiellement une consolidation des berges. → Déclaration ou autorisation
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : 1) Destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères <b>(A)</b> 2) Dans les autres cas <b>(D)</b>	<b>Des inventaires naturalistes complémentaires sont à réaliser pour conclure sur cette rubrique</b>
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : 1) Supérieur à 2 000 m <sup>3</sup> <b>(A)</b> ; 2) Inférieur ou égal à 2 000 m <sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 <b>(A)</b> ; 3) Inférieur ou égal à 2 000 m <sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 <b>(D)</b> .	<i>Des opérations de dragages ne sont pas envisagées en phase travaux. Les résultats de l'étude hydraulique permettront de conclure plus précisément sur cette rubrique.</i> <i>A priori non concerné</i>

RUBRIQUE	DESCRIPTION	TYPE DE PROCEDURE
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1) Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> (A) 2) Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m <sup>2</sup> et inférieure à 10 000 m <sup>2</sup> (D)	Le projet nécessitera des installations en lit majeur (local technique, passe-à-poisson, ...). → Déclaration ou autorisation
3.2.5.0	<i>Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R. 214-112 (A)</i>	<i>Non concerné - Ouvrage non classé</i>
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1) Supérieure ou égale à 1 ha (A) ; 2) Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	Les ripisylves en bordure de l'Aisne, en rive gauche, pourraient être considérées comme des zones humides. Les inventaires faunistiques et floristiques à conduire apporteront des éléments de décision complémentaires. Les travaux nécessiteront potentiellement un assèchement du cours d'eau ou des zones humides situés à proximité des berges → Potentiellement concerné par une déclaration ou autorisation

D'après ces éléments, les travaux sont concernés par plusieurs rubriques de la nomenclature. Le projet est soumis à **autorisation**, notamment a minima au titre de la rubrique 3.1.1.0 « Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau ».

Selon les modalités de réalisation des travaux, la liste des rubriques concernées et le régime associé à chacune seront ajustés ultérieurement et validés avec les services de l'Etat.

Des études complémentaires (zones humides, inventaires piscicoles) seront nécessaires afin de conclure sur la rubrique 3.1.5.0 et 3.3.1.0.

Ainsi, un **dossier de demande d'autorisation environnementale** devra être déposé auprès des services instructeurs.

## 2.1.1.2 Nomenclature ICPE

En fonction des modalités de réalisation des travaux, le projet pourrait être soumis à la réglementation des ICPE, et notamment en cas de :

- **station de transit** pour accueillir temporairement les matériaux de démolition du barrage (rubrique de la nomenclature ICPE 2517 pour une station de transit de déchets non dangereux inertes) ;
- **gestion à terre des sédiments de dragage**, qui sont alors considérés comme des déchets (rubrique 2716 pour l'installation d'une station de traitement et de transit de déchets non dangereux non inertes, et rubrique 2718 pour l'installation d'une station de traitement et de transit de déchets non inertes et dangereux) ;
- **station de concassage, criblage** des matériaux (rubrique 2515-1 pour le broyage, concassage, criblage, ...de déchets non dangereux inertes) ;

Tableau 3 : Rubriques de la nomenclature ICPE potentiellement concernées par le projet

N°	DESIGNATION DE LA RUBRIQUE
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> (E) 2. Supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> (D)
2716	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> (E) 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> (DC)
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges (A2) 2. Autres cas (DC)
2515	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW (E) b) Supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW (D) 2. Installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes extraits ou produits sur le site de l'installation, fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 350 kW (E) b) Supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 350 kW (D)

(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, S : servitude d'utilité publique, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement.

(2) Rayon d'affichage en kilomètres.

Le projet est susceptible d'être concerné par la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). En fonction des modalités de réalisation des travaux et de la disponibilité foncière, la liste des rubriques éventuellement concernées par le projet et le régime associé à chacune seront étudiés et l'analyse sera validée en concertation avec les services de l'Etat.



### 2.1.1.3 Autres dossiers en lien avec l'autorisation environnementale

L'analyse de l'article L181-2 CE, relatif au champ d'application de l'autorisation environnementale unique, amène les commentaires suivants :

Tableau 4 : Autres dossiers en lien avec l'autorisation environnementale

DOSSIERS	ANALYSES
Concernant le 1° Absence d'opposition à déclaration d'IOTA mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux IOTA objet de la déclaration ;	<b>Comme vu précédemment, le projet est soumis à Autorisation</b>
Concernant le 2° Autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre en application de l'article L. 229-6 ;	Non concerné
Concernant le 3° Autorisation spéciale au titre des réserves naturelles ;	Non concerné, il n'existe pas de réserves dans l'emprise du projet
Concernant le 4° Autorisation spéciale au titre des sites classés ou en instance de classement ;	Non concerné
Concernant le 5° Dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites, d'habitats, d'espèces [...] en application du 4° de l'article L. 411-2 ;	<b>Potentiellement concerné, des inventaires complémentaires sont à réaliser pour conclure sur cette rubrique</b>
Concernant le 6° Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4 ;	Projet situé hors zone Natura 2000. <b>Dans le cadre de la réalisation d'une étude d'impact ou d'une étude d'incidence, l'évaluation des incidences Natura 2000 sera réalisée</b>
Concernant le 7° Récépissé de déclaration ou enregistrement ICPE [...] ;	<b>A statuer en fonction des modalités de réalisation des travaux</b>
Concernant le 8° Agrément ou déclaration pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés ;	Non concerné
Concernant le 9° Agrément pour le traitement de déchets en application de l'article L. 541-22 ;	Non concerné
Concernant le 10° Autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité en application de l'article L. 311-1 du code de l'énergie ;	Avis défavorable à la production d'hydroélectricité sur site – Non concerné
Concernant le 11° Autorisation de défrichement en application des articles L. 214-13, L. 341-3, L. 372-4, L. 374-1 et L. 375-4 du code forestier ;	<b>A clarifier. Selon, les superficies affectées ou la propriété des parcelles visées, une autorisation pourra être requise ou non.</b>
Concernant le 12° Autorisations prévues [...], lorsqu'elles sont nécessaires à l'établissement d'installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.	Non concerné

## 2.1.2 Evaluation environnementale

L'article L. 122-1 du code de l'environnement prévoit que les « *projets qui, par leur nature, leur dimension ou leur localisation, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine font l'objet d'une évaluation environnementale en fonction de critères et de seuils définis par voie réglementaire et, pour certains d'entre eux, après un examen au cas par cas effectué par l'autorité environnementale* ».

Ainsi, les projets relevant d'une ou plusieurs rubriques énumérées dans le tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement peuvent faire l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas, en fonction des critères et seuils précisés dans le tableau. L'examen au cas par cas pouvant être suivi ou pas d'une évaluation environnementale, selon le retour de l'Autorité environnementale.



CATEGORIE	EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	EXAMEN AU CAS PAR CAS	ANALYSES
<b>INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)</b>			
1 Installations classées pour la protection de l'environnement.	<p>a) Installations mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement.</p> <p>b) Création d'établissements entrant dans le champ de l'article L. 515-32 du code de l'environnement, et modifications faisant entrer un établissement dans le champ de cet article (*).</p> <p>c) Carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et leurs extensions supérieures ou égales à 25 ha.</p> <p>d) Parcs éoliens soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>e) Elevages bovins soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2101 (élevages de veaux de boucherie ou bovins à l'engraissement, vaches laitières) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>f) Stockage géologique de CO<sub>2</sub> soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2970 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>g) Usines intégrées de première fusion de la fonte et de l'acier.</p>	<p>a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues aux articles L. 512-7-2 et R. 512-46-18 du code de l'environnement.</p> <p>c) Extensions inférieures à 25 ha des carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE</p>	<p>En fonction des modalités de réalisation des travaux, le projet pourrait être soumis à la procédure ICPE</p> <p>→ Potentiellement soumis au cas par cas</p>



CATEGORIE	EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	EXAMEN AU CAS PAR CAS	ANALYSES
	<p>h) Installations d'élimination des déchets dangereux, tels que définis à l'article 3, point 2, de la directive 2008/98/ CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets, par incinération, traitement chimique, tel que défini à l'annexe I, point D 9, de ladite directive, ou mise en décharge.</p> <p>i) Installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits contenant de l'amiante, à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante</p>		
<b>MILIEUX AQUATIQUES, LITTORAUX ET MARITIMES</b>			
10. Canalisation et régularisation des cours d'eau		<p>Ouvrages de canalisation, de reprofilage et de régularisation des cours d'eau s'ils entraînent une artificialisation du milieu sous les conditions de respecter les critères et seuils suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m ;</b></li> <li>- consolidation ou protection des berges, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure ou égale à 200 m ;</li> <li>- <b>installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet pour la destruction de plus de 200 m<sup>2</sup> de frayères ;</b></li> <li>- installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 100 m</li> </ul>	<p>En fonction des aménagements prévus, les travaux sont susceptibles de modifier les profils en long et en travers du cours d'eau (démolition, reconstruction, reprofilage, recalibrage, consolidation des berges, passe à poissons...).</p> <p>De même, les aménagements nécessiteront potentiellement une consolidation des berges.</p> <p>Des inventaires naturalistes sont à réaliser pour conclure sur la destruction d'espaces de vie piscicole.</p> <p>→ Probablement soumis au cas par cas</p>





CATEGORIE	EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	EXAMEN AU CAS PAR CAS	ANALYSES
21. Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker	Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker de manière durable lorsque le nouveau volume d'eau ou un volume supplémentaire d'eau à retenir ou à stocker est supérieur ou égal à 1 million de m <sup>3</sup> ou lorsque la hauteur au-dessus du terrain naturel est supérieure ou égale à 20 mètres.	<p>Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker de manière durable non mentionnés à la colonne précédente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Barrages de classes B et C pour lesquels le nouveau volume d'eau ou un volume supplémentaire d'eau à retenir ou à stocker est inférieur à 1 million de m<sup>3</sup>.</li> <li>b) Plans d'eau permanents dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha pour lesquels le nouveau volume d'eau ou un volume supplémentaire d'eau à retenir ou à stocker est inférieur à 1 million de m<sup>3</sup>.</li> <li>c) Réservoirs de stockage d'eau " sur tour " (château d'eau) d'une capacité égale ou supérieure à 1 000 m<sup>3</sup>.</li> <li>d) Installations et ouvrages destinés à retenir les eaux ou à les stocker, constituant un obstacle à la continuité écologique ou à l'écoulement des crues, entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval du barrage ou de l'installation.</li> <li>e) Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions tels que les systèmes d'endiguement au sens de l'article R. 562-13 du code de l'environnement.</li> <li>f) Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions tels que les aménagements hydrauliques au sens de l'article R. 562-18 du code de l'environnement</li> </ul>	Ouvrage non classé → Non concerné
25. Extraction de minéraux par dragage marin ou fluvial.	Extraction de minéraux par dragage marin : ouverture de travaux d'exploitation concernant les substances minérales ou fossiles contenues dans les fonds marins du domaine public, de la zone économique exclusive et du plateau continental.	<p>a) Dragage et/ ou rejet y afférent en milieu marin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence N2 pour l'un au moins des éléments qui y figurent ;</li> <li>- dont la teneur des sédiments extraits est comprise entre les niveaux de référence N1 et N2 pour l'un des éléments qui y figurent : <ul style="list-style-type: none"> <li>i) et, sur la façade métropolitaine Atlantique-Manche-mer du Nord et lorsque le rejet est situé à 1 kilomètre ou plus d'une zone conchylicole ou de cultures marines dont le volume maximal in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> ;</li> <li>ii) et, sur les autres façades ou lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines dont le volume maximal in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup> ;</li> </ul> </li> <li>- dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau de référence N1 pour l'ensemble des éléments qui y figurent et dont le volume in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 500 000 m<sup>3</sup>.</li> </ul>	<p>Les opérations de dragages ne sont pas envisagées en phase travaux. Les résultats de l'étude hydraulique permettront de conclure plus précisément sur cette rubrique.</p> <p>→ A priori non concerné</p>



CATEGORIE	EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	EXAMEN AU CAS PAR CAS	ANALYSES
		<i>b) Entretien d'un cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien mentionné à l'article L. 215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- supérieure à 2 000 m<sup>3</sup> ;</li><li>- inférieure ou égale à 2 000 m<sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1</li></ul>	
<b>TRAVAUX, OUVRAGES, AMENAGEMENTS RURAUX ET URBAINS</b>			
47. Premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion de sols.	a) Défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, égale ou supérieure à 25 hectares.	a) Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare. b) Autres déboisements en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare c) Premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare.	A clarifier selon les modalités de réalisation des travaux. → Potentiellement soumis à cas par cas

A cette lecture, le projet semble soumis à demande **d'examen au cas par cas** pour savoir si une évaluation environnementale est nécessaire. Cette conclusion pourra être affinée avec une meilleure définition du projet.



### 2.1.3 Classement de l'Aisne

#### 2.1.3.1 Continuité écologique

La notion de « continuité écologique » a été introduite en 2000 par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE, n°2000/60/CE) puisqu'elle fait partie des critères de jugement du « bon état écologique ». Ainsi, le fait d'assurer la continuité écologique des milieux aquatiques est essentiel pour l'atteinte des objectifs de la DCE. La continuité écologique des milieux aquatiques se définit par :

- la libre circulation des organismes vivants et leurs accès aux zones indispensables à leur reproduction, croissance, alimentation ou abri ;
- le bon déroulement du transport naturel des sédiments ;
- le bon fonctionnement des réservoirs biologiques (connexions, notamment latérales et conditions hydrologiques favorables).

Elle a une dimension amont-aval, impactée par les ouvrages transversaux comme les seuils et barrages, et une dimension latérale, impactée par les ouvrages longitudinaux comme les digues et les protections de berges.

La rupture de continuité liée à la présence d'ouvrages transversaux peut, suivant les cas :

- Affecter les modalités de transport solides et modifier localement les faciès d'écoulement ;
- Réduire, voire supprimer, les possibilités pour les poissons, d'accomplir entièrement leur cycle de vie.

#### 2.1.3.2 Classement des cours d'eau

L'objectif du classement vise à restaurer la continuité écologique des ouvrages existants sur les cours d'eau ciblés. Ce classement concerne les (parties de) cours d'eau ou canaux assurant un transport suffisant de sédiments et la circulation des poissons migrateurs.

- La liste 1 vise à préserver les cours d'eau de toute nouvelle atteinte à la continuité écologique. Elle concerne les cours d'eau (ou portions) parmi les cours d'eau en très bon état écologique, les réservoirs biologiques des SDAGE ou les axes où la protection des migrateurs amphihalins est totale. Sur un cours d'eau classé en liste 1, « *aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique* ».

Les ouvrages existants devront, quant à eux, se mettre aux normes au moment du renouvellement de leur concession ou autorisation par la mise en place d'aménagements ou de gestions spécifiques garantissant la continuité écologique.

- La liste 2 vise à restaurer la continuité écologique sur les ouvrages existants. Elle concerne les (parties de) cours d'eau ou canaux assurant un transport suffisant de sédiments et la circulation des poissons migrateurs. Sur un cours d'eau classé en liste 2, les ouvrages existants devront se mettre aux normes dans un délai de 5 ans à compter de la publication de la liste.

Au droit de la zone de projet, l'Aisne est classé en Liste 1 et en Liste 2 par deux arrêtés préfectoraux. En conséquence, les travaux envisagés sur le barrage de Villeneuve-Saint-Germain devront être conformes aux dispositions ci-dessus et prévoir les aménagements adéquats.



### 2.1.4 Déclaration d'Intérêt Général (DIG)

L'intervention d'un maître d'ouvrage public sur des propriétés privées ne leur appartenant pas (ici VNF) est conditionnée par la reconnaissance du caractère d'intérêt général ou d'urgence du projet. Ce caractère d'intérêt général ou d'urgence doit faire l'objet d'une décision préfectorale précédée d'une enquête publique.

L'article L.211-7 du Code de l'Environnement précise les missions pour lesquelles des maîtres d'ouvrage public sont habilités à mettre en œuvre une DIG. En application de cet article, VNF assure la mission d'« exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques existants » lui permettant de recourir à la procédure de DIG.

Dans le cadre du présent projet, en fonction de l'implantation des ouvrages et des aménagements annexes les travaux pourront intervenir sur des parcelles privées, et des acquisitions foncières seront peut-être nécessaires.

La DIG permet d'accéder aux propriétés privées riveraines. En l'espèce elle peut s'avérer nécessaire même si la « Loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics » peut être invoquée.

Dans le cas où une Déclaration d'Intérêt Général (DIG) s'avérerait nécessaire elle sera réalisée suivant les conditions prévues par les articles L151-36 à L151-40 du Code rural et de la pêche maritime et R151-31 à 151-37 du même code.

## 2.2 PROCEDURES LIEES AU CODE DU PATRIMOINE

Comme indiqué précédemment, le projet n'interfère pas avec les zonages édictés au titre des monuments historiques, au titre des sites classés ou inscrits, *etc.* Aucune autorisation dédiée n'est donc requise.

En revanche, une ZPPA couvre la zone d'étude et pourrait donc imposer des prescriptions au titre de l'archéologie préventive. Deux possibilités s'offrent alors au maître d'ouvrage :

- Soit attendre la phase d'instruction des demandes d'autorisation ;
- Soit demander au Préfet une évaluation anticipée des potentielles prescriptions archéologiques applicables au projet.

Dans les deux cas, il est conseillé au maître d'ouvrage d'inclure la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) dans les personnes publiques consultées lors de la concertation éventuelle autour du projet.





## 2.3 PROCEDURES LIEES AU CODE DE L'URBANISME

### 2.3.1 Permis d'aménager

Selon le scénario retenu, des travaux de démolition, d'affouillements ou d'exhaussements du sol pourraient être nécessaire (effacement du barrage existant...).

Dans ce cas, un permis d'aménagement ou un permis de construire pourra être nécessaire.

Tous les travaux de démolition et tous les travaux d'affouillements ou d'exhaussements ne sont pas soumis à un permis. Il conviendra donc pendant la phase de préparation des demandes d'autorisation, de se rapprocher des mairies de Villeneuve-Saint-Germain et de Bucy-le-Long pour en confirmer le besoin ou non.

Par ailleurs, les travaux et les installations devront se conformer au Plan local d'urbanisme de Villeneuve-Saint-Germain et de Bucy-le-Long.

### 2.3.2 Déclaration d'Utilité Publique (DUP)

Une demande d'utilité publique peut être nécessaire :

- dans le cadre d'une expropriation éventuelle (pour l'obtention d'une servitude d'utilité publique ou en cas d'impossibilité d'accord sur le plan des acquisitions de terrain) ;
- ou dans le cas où une mise en compatibilité du (ou des) document(s) d'urbanisme, puisque l'enquête porte à la fois sur l'utilité publique et sur la compatibilité du plan d'urbanisme. Pour rappel, cette enquête emporte approbation des nouvelles dispositions du PLU.

En fonction de l'implantation finale du projet et des parcelles concernées : des acquisitions ou expropriations devront être effectuées. Dans le cas d'une expropriation éventuelle, un dossier de DUP sera à réaliser.

3 ETAPES DU PARCOURS REGLEMENTAIRE DU PROJET

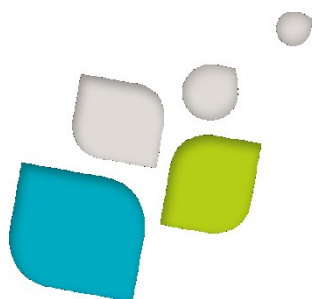
Le tableau ci-dessous propose une représentation schématique possible du planning prévisionnel du projet. Selon les choix stratégiques du maitre d'ouvrage (concertation, scénario d'aménagement, etc.) celui-ci est susceptible d'évoluer de manière plus ou moins significative.

Figure 9 : planning prévisionnel

	ETE			AUTOMNE			HIVER			PRINTEMPS			ETE			AUTOMNE			HIVER			PRINTEMPS			ETE			AUTOMNE		
	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	M14	M15	M16	M17	M18	M19	M20	M21	M22	M23	M24	M25	M26	M27	M28	M29	M30
PHASE AMONT																														
Démarrage de la phase réglementaire		X																												
Périodes d'inventaires faunistiques et floristiques (au moins 2 saisons)																														
Rédaction du volet naturaliste																														
Validation d'un projet (choix du scénario module le contexte rég.)																														
Concertation et cadrage réglementaire																														
- Concertation DREAL (volet F&F – 1 à 2 réunions)												X			X															
- Concertation DRAC (archéologie – 1 réunion ou échange)													X																	
- Concertation Mairie et riverains (permis – 1 réunion ou échange)													X																	
Préparation des demandes d'autorisation																														
- Demande d'examen au cas par cas (y.c. instruction 28 j.)																														
- Evaluation environnementale (y.c. EIE)																														
- Etude d'incidences environnementale																														
- Demande d'autorisation / déclaration loi eau																														
- Etude d'incidences Natura 2000 simplifiée																														
- Demande d'autorisation de défrichement																														
- Dossier CNPN (en cas de demande de dérog. les inventaires 2 saisons pourront être considérés insuffisants)																														
- Demande anticipée au titre de l'archéologie																														
- Permis d'aménager / permis de construire (le cas échéant)																														
Dépôt des demandes d'autorisation																														
PHASE D'INSTRUCTION																														
Enquête administrative (y.c. instruction)																														
Enquête publique (durée et forme variable selon contexte rég.)																														
Arrêté d'autorisation (env. 6 à 8 mois après le dépôt)																														

● : La validation d'un scénario d'aménagement et la réponse à la demande d'examen au cas par cas constituent des étapes clefs qui modulent drastiquement le contexte réglementaire du projet et des demandes d'autorisation du projet.

Nota : pour en faciliter la lecture, l'ensemble des interrelations entre les différents items du tableau ci-dessous n'a pas été représenté.



[www.brl.fr/brli](http://www.brl.fr/brli)

*Société anonyme au capital de 3 183 349 euros  
SIRET : 391 484 862 000 19 - RCS : NÎMES B 391 484 862  
N° de TVA intracom : FR 35 391 484 862 000 19*

**BRL**  
*Ingénierie*

1105, avenue Pierre Mendès-France  
BP 94001 - 30 001 Nîmes Cedex 5  
FRANCE  
Tél. : +33 (0) 4 66 84 81 11  
Fax : +33 (0) 4 66 87 51 09  
e-mail : [brli@brl.fr](mailto:brli@brl.fr)